

L'Energie

Un enjeu pour l'avenir des territoires et des populations

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

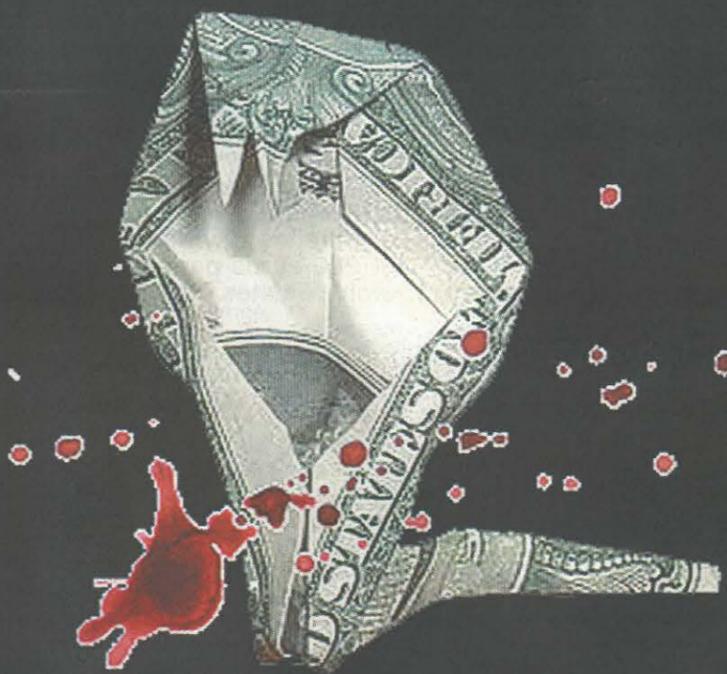
Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 923

17 novembre 2011

prix: 0,70 €

**LE MONDE
ASPHYXIÉ
PAR LA FINANCE !!!**



■ G20

Un sommet pour rien et les ceintures des populations se serrent

P 2

■ Présidentielles et Législatives

Les forces politiques qui composent le Front de Gauche entrent en campagne

P 3

■ Sécurité sociale

Poser réellement la question du financement

P 5

■ Démodialisation

Eclairage et enjeux

P 6

■ Bouguenais

Les collectivités et les citoyens face à la crise
par Valérie Villemaine



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Départ



Bonne nouvelle, finalement la crise n'aura pas que du mauvais puisque le 8 novembre dernier le président italien annonçait la **démission de Berlusconi**. C'est une première défaite pour le premier ministre italien, les prochains ennuis qui l'attendent seront sans doute sur le plan judiciaire. Quant à Sarkozy, il tient toujours bon reste qu'en Italie comme en Grèce le peuple ne sera pas consulté.

Retour

Jean-Pierre Chevènement, c'est l'éternel revenant d'entre les morts. Considéré comme la machine à perdre de 2002, l'**ancien socialiste revient à la charge et tentera d'être à nouveau candidat à la présidentielle**. S'il n'est pas sûr qu'il aille au bout de la démarche on se demande bien ce qui pousse cet homme du passé à vouloir ressusciter pour 2012 ?

Super immunité

Encore mieux que le vaccin contre la grippe, mieux qu'un traitement pour renforcer les défenses immunitaires : La cours d'appel de Paris ! **Elle protège le super président et tout son entourage grâce à une super immunité** ! Ainsi, personne dans l'entourage du président n'aura à se justifier des dépenses excessives en matière de sondages. Sauf que le virus Sénat contre attaque et va lancer une enquête parlementaire.

Indifférence

Dans la plus grande indifférence médiatique, depuis septembre, la **lutte continue à Mayotte contre la vie chère**. Et ils ont de quoi être indignés les Mahorais : le smic local est fixé à 85% du smic national et malgré cela, les prix sont 30% plus élevés qu'en métropole !

Emploi : Une hémorragie mondiale

200 millions de personnes seraient privées d'emploi dans le monde, un chiffre qui selon toute vraisemblance devrait encore gonfler dans les mois qui viennent. Rien que dans les pays du G20 il faudrait créer 20 millions d'emploi pour revenir au niveau d'avant la crise. Mais, **l'emploi est-il encore une priorité pour nos dirigeants bien trop occupés à sauver les financiers**.

Odeur de poudre

L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) émet des craintes quant au programme nucléaire iranien et affirme s'appuyer sur des informations crédibles. Il n'en faut pas moins à Israël pour parler de frappe contre les installations nucléaires iraniennes si les sanctions diplomatiques n'étaient pas suffisantes... Il y a comme une odeur de poudre qui flotte dans l'air.

Point de vue

par Mireille Pernot

Ah, Ah, Ah !

Etat surendetté, croissance au point zéro, explosion du chômage et de la précarité, 30% de Français renonçant aux soins pour cause financière, 12,5 millions de pauvres, 68 % des français s'estiment touchés par la crise... Est-ce cela qui préoccupe notre gouvernement ? Non, c'est de ne pas perdre le désormais fameux « AAA ». Et que propose-t-il ? Après la première cure d'austérité de 12 milliards d'euros du 26 août, François Fillon présentait, lundi 31 octobre, une nouvelle addition de 6 à 8 milliards d'euros pour boucler le budget 2012. Payé par qui ? Ni les riches amis de Nicolas déjà soulagé de l'ISF, ni les grands groupes qui continuent à verser de substantiels dividendes à leurs actionnaires, ni même les banques qui mettent à genoux les nations pour payer leurs aventures hasardeuses ! Il est décidément temps que le peuple s'empare du pouvoir ! Temps

« Avant « qu'ils s'en aillent tous », déjà, qu'ils paient tous ! »

de faire payer les responsables en rétablissant l'ISF, l'impôt proportionnel et progressif, la taxation des grands groupes et instaurer enfin celle des flux financiers. Avant « qu'ils s'en aillent tous », déjà, **qu'ils paient tous !** Messieurs Fillon et Sarkozy, nous avons une bonne nouvelle pour vous : nous avons trouvé 160 Milliards ! 80 milliards d'aides directes aux entreprises, et 80 autres que coûtent le chômage et l'accompagnement du sous emploi. Si le « AAA » est vraiment lié à des questions comptables, ça devrait résoudre le problème. Par contre, s'il est lié à une volonté de la technocratie financière d'imposer ses règles du jeu, et bien, **on s'en passera !**



Un G vain et la rigueur qui s'étend toujours plus.

Le dernier rassemblement du G20 vient de se clôturer à Cannes et force est de constater que celui-ci a accouché d'une souris. Alors que le contexte actuel de crise du capitalisme nécessitait des réponses à la hauteur des enjeux, toutes les belles promesses sarkozystes sont restées lettre morte. Les Etats-Unis ont refusé toute avancée sur l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, le couple franco-allemand abandonnant du même coup l'idée de sa mise en application dans l'union européenne, de même pour une régulation du système monétaire. La seule once d'énergie qui s'est ainsi dégagée de ce G-20 hormis le renforcement du FMI et de ses prérogatives est celle qui concerne la surveillance des pays supposés « délinquants » (Grèce, Italie, demain la France

?). Pendant que les dirigeants de la planète enfoncent le clou de la rigueur et mettent les peuples à genoux, en Europe les fameux plans qui en découlent n'en finissent plus d'imposer la **régression sociale et économique comme horizon indépassable**. Eternel "bon élève" du continent, l'Allemagne a été parmi les premiers à annoncer, en juin 2010, un plan de rigueur drastique, le plus rigoureux de l'après-guerre. Au programme : gel des salaires des fonctionnaires, suppressions de postes dans la fonction publique, limitation des indemnités de chômage... Du côté britannique le gouvernement de David Cameron a lancé après son arrivée au pouvoir l'an dernier un plan d'économie sans équivalent parmi les grands pays européens. Un plan si drastique que l'opposition et certains économistes plaident pour son assouplissement, lui reprochant de "tuer" la croissance britannique. Il prévoit notamment la suppression de trois cent



— On va aller d'mander du fic aux pauvres...

mille postes dans la fonction publique d'ici à 2015. Athènes qui n'en finit pas d'être la cible des vautours de la finance a adopté fin juin un plan d'austérité sévère prévoyant des économies de 28,4 milliards d'euros d'ici à 2015. Un remède des plus violents pour une petite économie qui représente à peine 2,5 % du PIB de la zone euro. Les retraites supérieures à 1 200 euros par mois seront réduites de 20%.

Le seuil de non-imposition sera abaissé à 5 000 euros de revenu annuel, contre 8 000 euros. Les réformes et les privatisations seront accélérées.... Face à cette offensive généralisée contre les citoyens d'Europe et du monde entier, **la mobilisation populaire et la construction d'une politique alternative de progrès apparaît toujours plus urgente**.

De vous à moi...

Est-ce que tu la sens, prends cinq minutes, fermes les yeux, concentres toi et maintenant, sens tu cette petite chose en toi ??? Et oui, comme tout le monde, tu l'ignorais jusqu'à aujourd'hui mais Luc Chatel gourou new âge à ses heures et accessoirement ministre de l'éducation nationale veut donner un message d'optimisme aux français en leur livrant un secret : « la croissance est en nous si nous la voulons » à t-il indiqué au Figaro. On a beau fermer les yeux, prendre cinq minutes, la position du lotus,

refermer les yeux et prendre une grande bouffée d'air, rien, nada, pas de croissance en nous. Elle a du prendre l'air la croissance en nous, sortir par effraction pour utiliser un mot à la mode. Rien, pas de croissance en nous, ni dans les tripes du pays. Qu'il s'agisse de ce genre de vision ou de ses projets pour l'éducation nationale, le ministre fait dans le n'importe quoi. Dernière idée en date, celle de modifier le statut des enseignants en intégrant à leur mission, le tutorat, l'orientation et pourquoi pas tant qu'on y est la

médecine scolaire et le service à la cantine... Tiré par les cheveux vous penserez ! Pas tant que ça puisque dans la dernière convention de l'UMP sur l'éducation on a pu entendre des louanges sur le soutien scolaire payant, ou encore sur le privé hors contrat...

Alors oui, en fermant les yeux et sans trop se concentrer on sent bien quelque chose en nous, quelque chose comme une boule d'amertume, une colère contre un gouvernement qui voudrait poursuivre son entreprise de casse.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Les communistes au chevet de la santé

A Nantes, les communistes se sont mobilisés pour la santé en pointant du doigt les conditions de travail au CHU ainsi que les conditions d'accès aux soins pour les patients dans un climat où la rentabilité financière doit primer. C'est aussi la raison pour laquelle ils ont demandés à être reçu par la direction de l'ARS.

Question de priorité

Pas contente Sophie Jozan et les élus UMP de Nantes. Leur préoccupation du moment : les bouchons dans la ville. Certes s'il n'est jamais agréable de patienter dans les bouchons lorsqu'il y a des travaux mais les élus UMP de Nantes devraient mettre ces moments d'attentes à profit pour réfléchir aux véritables congestions qui menacent le pays. Car, plus grave que les épisodiques problèmes de circulation, à cause de la politique de l'UMP c'est l'avenir des français qui est bouché.

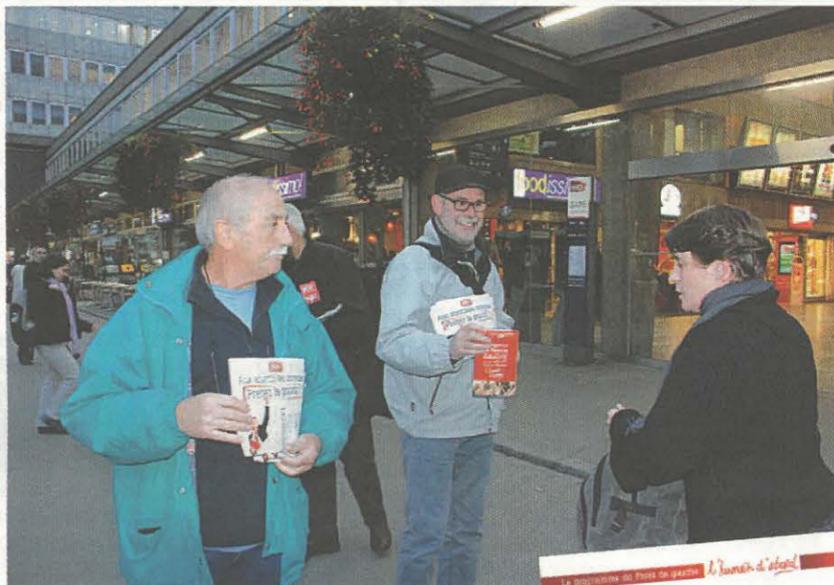
On comprend mieux...

On comprend mieux les lubies de Sophie Jozan en matière de déplacement puisque la conseillère municipale vient d'être nommée secrétaire de l'UMP au transport en charge du développement du véhicule électrique. Tout un programme...

Fin de règne

C'est fini, Serge Poignant raccroche, il passera la main au maire de Vertou pour la prochaine législative. En attendant les propos qu'il tient à nos confrères de Presse Océan sont déroutants puisqu'il confesse ne pas être l'homme d'une écurie politique. Etonnant quand on connaît le parcours du député, président de la commission des affaires économiques de l'assemblée nationale et membre du groupe UMP.

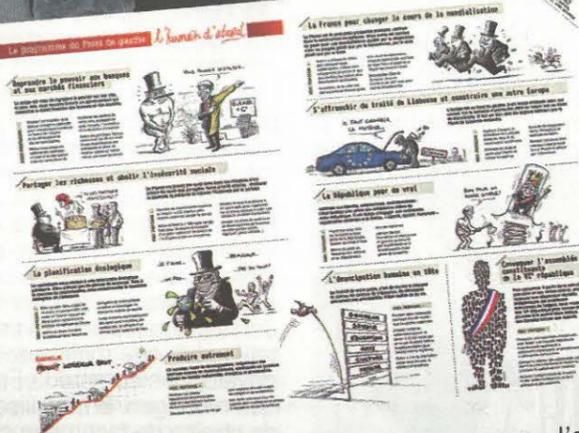
2012: la campagne du Front de Gauche est lancée



C'est parti, en Loire-Atlantique les organisations membres du Front de Gauche viennent de lancer officiellement leur campagne pour les présidentielles et les législatives de 2012.

Le 7 novembre dernier, les militants des organisations composant le Front de Gauche en Loire-Atlantique, à savoir le Parti Communiste Français, le Parti de Gauche et la Gauche Unitaire ont lancé leur campagne par la diffusion d'un premier matériel

appelant les citoyens à faire irruption dans le débat politique et à s'emparer du programme du Front de Gauche : « L'Humain d'abord ». Déjà le week-end précédent, les militants communistes du département, dans l'agglomération nantaise, nazai-



d'une semaine de campagne.

Lors du lancement de cette campagne, le 7 novembre, ce sont plus d'une quarantaine de militants qui se sont retrouvés de part et d'autre de la gare de Nantes, donnant de la visibilité à une entrée en campagne rendue plus que

nécessaire pour que du désespoir créé par les politiques d'austérité naisse l'espoir d'un changement profond, en rupture avec les logiques capitalistes qui nous conduisent dans le mur. Ces premières initiatives ont permis d'entamer les discussions avec les citoyens, de faire connaître la démarche des organisations composant le Front de Gauche et d'embrayer sur de premiers échanges thématiques du programme. On voit qu'il y a de l'intérêt, des questions, la période ne laisse personne indifférent, il y a une attente et une réflexion qui se fait jour loin du simpliste rejet de Sarkozy. Reste encore à expliquer, à convaincre et à amener les citoyens à s'investir.

La prochaine étape de cette campagne c'est bien sûr la désignation des candidats pour les législatives viendra aussi l'organisation d'assemblées citoyennes dans tout le département, en attendant, les militants communistes écumeront les marchés, organiseront des points de rencontre pour populariser et discuter leurs propositions et celles de leurs partenaires. Tous les citoyens sont les bienvenus et peuvent s'inscrire dans cette campagne.

Pas de répit ni de repos pour les salariés de la grande distribution

Difficile de penser que le 11 novembre est encore un jour férié. Dans l'agglomération nantaise comme nazairienne la plupart des grandes surfaces ont ouvert leurs portes, allant même jusqu'à proposer des remises exceptionnelles pour cette date.

Comme le travail du dimanche ne cesse d'être attaqué il devient de plus en plus fréquent, voir d'usage pour les patrons des grandes enseignes (et il faut bien le dire avec la complicité des consommateurs) d'ouvrir leurs magasins les jours fériés. L'idéologie impulsée par Sarkozy et son gouvernement, c'est : travailler plus, plus longtemps, plus vieux, le dimanche, les jours fériés, la Pentecôte et bientôt, pourquoi pas, pendant son arrêt maladie ou son congé maternité.

Cette idéologie là les grandes enseignes se l'approprient allègrement, jouant avec la loi ou ne la respectant pas : contrats précaires, journée de travail morcelées à l'extrême, amplitude horaire maximale, bas salaires... Les grands maga-

étudiants trop souvent contraints par un véritable chantage à l'emploi.

Pour exemple de précarité : les salaires. Lors des dernières négociations salariales dans la grande distribution la délégation patronale a clôt la discussion sur une grille dont les salaires débiteront à 9,20 euros à compter du 1er mars 2012 (soit 1395,36 euros brut par mois pour un temps complet) alors que le Smic sera porté à 9,19 euros brut au 1er décembre. De plus, comme le fait remarquer la CGT : la grille de salaires en vigueur dans la branche fixe actuellement le premier niveau de rémunération à 9 euros brut et par conséquent place de très nombreux salariés en deçà du SMIC. Pourtant le plus grand groupe,



carrefour, réalisait un bénéfice net de 385 milliards d'euros en 2009, de quoi passer son chemin un jour férié et laisser buller les salariés.

Cause commune

Le 7 novembre dernier, après un premier communiqué de presse commun (voir le précédent numéro), profitant d'une diffusion massive, les trois organisations du Front de Gauche donnaient leur première conférence de presse pour le lancement des campagnes présidentielles et législatives. Faisant le constat de la dureté de la crise pour les ménages les plus modestes et des fausses solutions apportées par la droite pour en sortir - solutions qui par ailleurs ne font qu'accélérer la crise - la nécessité pour les trois organisations du Front de Gauche est de porter des solutions ambitieuses pour rompre avec le capitalisme. Comme l'a fait remarquer Aymeric Seassau, Secrétaire fédéral du PCF 44 : « Le pays s'en est toujours sorti par la relance des progrès sociaux », tout l'inverse de ce qui est fait actuellement. Le dirigeant communiste pour assurer la réussite du Front de gauche qui comme le fera remarquer Christophe Batardy codirigeant du PG, « joue la gagne », pense qu'il y a la nécessité d'engager le maximum de citoyens et de militants en ouvrant ce rassemblement à toute la gauche,



au-delà du cadre des organisations et ainsi, bousculer les lignes à gauche. En d'autres termes, fera remarquer Laurette Chesnais de la GU, il faut faire en sorte « que les gens se réapproprient la politique ».

La mise en place d'assemblées citoyennes est donc pour les trois organisations un bon outil pour ouvrir la réflexion au delà de leurs propres partis et de leurs réseaux de sympathisants.

Un jeu à trois qu'ils sont bien décidés à mener autour de ce qui les rassemble.

Le second acte commun pour les trois organisations du Front de Gauche a eu lieu lundi dernier avec la mobilisation des militants contre les politiques de rigueur et de casse sociale à l'occasion de la venue de François Fillon dans le département.

Le dossier.

L'avenir énergétique !

Un enjeu pour l'avenir des territoires et des populations

Parce que climat et énergie sont intimement liés et les enjeux sont planétaires que le débat sur la politique énergétique doit être axé sur la croissance de la demande énergétique et la réduction des inégalités sociales et économiques entre les peuples du monde entier et sur une vraie protection de l'environnement. Au même titre que l'accès à l'alimentation ou la santé, le droit à l'énergie est un élément déterminant pour l'émancipation et l'épanouissement des peuples, pour la réduction des inégalités. C'est une exigence moderne pour les communistes !

■ De l'énergie pour en économiser !

Un contresens est à signaler, que l'on rencontre partout dans les débats avec les écologistes, celui qui consiste à opposer économies d'énergie et développement de capacités nouvelles de production électriques. Certes, les économies d'énergie vont contribuer à diminuer la consommation électrique dans un premier temps. Mais, il faudra aussi compter avec les dépenses énergétiques nouvelles liées à la révolution écologique : développement du transport ferroviaires fonctionnant à



l'électricité, consommation des voitures électriques, dépenses d'énergie liées à la ré-industrialisation par une relocalisation de la production, notamment avec les panneaux photovoltaïques, d'éoliennes, de matériaux isolants, de systèmes de chauffage performants (chauffe-eau solaire, chaudière à condensation, pompe à chaleur, système de ventilation...), la construction de 200 000 logements par an basse consommation, etc. Ainsi, le vecteur électricité aura une plus grande place dans l'énergie, au détriment du gaz et du pétrole, ce qui est une bonne chose pour le climat, à condition que ce soit une électricité dé-carbonnée et produite sans rejets toxiques massifs dans l'environnement : nucléaire, hydraulique, renouvelables émergents, charbon et gaz « propres » si les techniques le permettent, tout cela s'inscrivant dans un cadre national d'une baisse générale de la consommation énergétique.

Extrait d'ÉCONOMIE ET POLITIQUE JUILLET-AOÛT 2011

■ Révolutionner production, critères de gestion et services publics

...On sous-estime l'enjeu écologique si on ne voit pas qu'il faut révolutionner les productions, les critères de gestion des entreprises (tout particulièrement les multinationales) ou le besoin de services publics nationaux très développés, transformés. Réduire l'enjeu écologique à une simple limitation de la consommation et à un partage des richesses existantes entre riches et pauvres ou entre Nord et Sud, c'est aussi sous-estimer les effets pervers de ce qui est fait, aboutissant au mieux à des résultats quantitatifs plus que minimes. En insistant dans les pays développés comme la France sur la consommation des ménages, on focalise sur des éléments en bout de chaîne de façon non systémique et on renforce la culpabilisation paralysante. Il s'agit au contraire de voir le rôle décisif du capital multinational et des firmes, dans la gestion des biens, qui pourraient être communs, le rôle des critères de gestion du capital,

du type de technologie actuel et du type de financement.

Traiter conjointement l'enjeu social et écologique contribue pleinement au dépassement du capitalisme et de la façon dont il modèle production, consommation, territoire, système de pouvoirs et technologie...

Extrait d'un article de Frédéric Boccarda, économiste
Dans la Revue du Projet de mars 2011

■ Le programme du Front de GAUCHE

Nous réaffirmons l'exigence de la maîtrise publique, sociale et démocratique du secteur de l'énergie, seule garante de la transparence, de l'indépendance de l'expertise et de la qualité des installations et des exploitations. Nous créons un pôle 100% public de l'énergie comprenant EDF, GDF, Areva et Total renationalisé.

Nous proposerons un débat public national immédiat sur la politique énergétique en France.

Ce grand débat devra permettre la remise à plat des choix énergétiques et du nucléaire et penser l'alternative aux énergies fossiles et carbonée. Il devra être conduit de l'information jusqu'à la prise de décision par les citoyens avec une ratification référendaire. Dans le domaine du nucléaire civil, l'ensemble des possibilités - dont la sortie du nucléaire ou le maintien d'un nucléaire sécurisé et public - sera alors tranché. Sans attendre, la réinternalisation de toutes les opérations de maintenance et de sûreté nucléaire sera engagée.

Aucun choix définitif en matière de politique énergétique ne sera engagé avant la conclusion de ce grand débat public. Nous programmerons les investissements publics, les emplois et les formations nécessaires à la sobriété, à l'efficacité énergétique et à la diversification des sources d'énergie, notamment en faveur des énergies renouvelables. Nous lancerons un réseau de géothermie profonde.

Ils ont dit

■ Énergie électrique : Diversifier et innover pour soutenir l'emploi industriel

L'annonce de l'installation de deux usines d'Alstom en Loire-Atlantique est une excellente nouvelle. C'est une nouvelle étape majeure dans la structuration d'une filière industrielle autour des énergies marines renouvelables (EMR) dans le bassin d'emploi de Saint-Nazaire.

Après le projet commun entre STX et Neopolia pour la production de fondations, de sous stations, de navires de poses et de maintenances, Alstom complète la gamme avec la production de nacelles et de générateurs d'éoliennes. Les industriels sont prêts, soutenus par les élus locaux, il ne manque plus que le feu vert de l'Etat dans le cadre de l'appel d'offre issu du Grenelle de l'environnement. Cela représenterait une véritable bouffée d'oxy-

gène alors que la crise continue de faire de terribles dégâts, dans l'industrie et en particulier dans la métallurgie où notre région a perdu en 2 ans 10% des effectifs avec 2000 emplois supprimés.

Au-delà, cela permet d'inscrire un bassin d'emploi dans des innovations d'avenir. Les éoliennes prévues, d'une puissance maximale de 6MW sont sans communes mesures avec celles de moindre puissance installées auparavant, en Angleterre notamment. STX est donc en train de chercher à lever les verrous technologiques permettant la pose de ces éoliennes nouvelles générations avec des commandes possibles



au-delà du territoire national. Sur les EMR, Neopolia, regroupant aujourd'hui environ 150 entreprises rassemblant 12000 salariés, passe de sous traitant de STX à partenaire du chantier. L'innovation bouscule le rapport donneur d'ordres sous traitants et c'est une bonne chose. Avec le technocampus Océan et les sites d'essai de l'école centrale de Nantes à Guérande sur l'énergie des vagues et des marées, notre région se positionne sur un enjeu d'avenir en faisant le pari de l'innovation pour soutenir et gagner des emplois. Les élus communistes y prennent une part active, avec une exigence particulière : Rester dans le champ de la diversification et non de la reconversion en maintenant et développant aux chantiers navals par exemple, les compétences et les capacités de production.

Aymeric SEASSAU, conseiller régional
Membre de la commission Economique -Innovation,
Référént du bassin d'emploi de St Nazaire

■ Des chiffres

- Les pics de consommation dans l'Ouest sont en augmentation depuis 2004 : +24% notamment lié à la croissance de consommation domestique (chauffage, nouveaux usages et dynamiques démographique). Depuis, 2003 la consommation électrique régionale a progressé de 21.7%, alors que l'augmentation n'est que de 8.9% au niveau national.

- 3.4 millions de foyers sont en situation de "précarité énergétique" en France.

- L'électricité consommée en Pays de la Loire vient des centrales nucléaires de la région Centre, de la Vienne et de la Manche ; de la Centrale de Cordemais : puissance de 2 tranches charbon de 600 MW et 2 tranches fioul de 700 MW ; de la



centrale à cycle combiné de Montoir : 430 MW et des énergies renouvelables : notamment en énergie éolienne avec un peu plus de 400MW installés et une productibilité sur l'éolien terrestre de 25%

- Dans le cadre du Grenelle de l'environnement, l'objectif français pour 2020 est de porter à 23% de la consommation électrique la part des énergies renouvelables (aujourd'hui, 13%).

- L'électricité représente 44% de la consommation énergétique régionale.

- La production d'énergie en Pays de la Loire est assurée principalement par l'exploitation du

pétrole importé à la raffinerie ELF ANTAR FRANCE à Donges. Le global des expéditions de cette raffinerie, tous produits confondus, s'est élevé à 10 360 000T en 1998, ce qui représente plus de 12% du tonnage français. Les produits pétroliers représentent 42% de la consommation énergétique régionale, chiffre légèrement supérieur à la moyenne nationale.

Le plus important site thermique français se trouve au coeur de l'Estuaire : la centrale de Cordemais, 5,7 TWh produit en 2010 soit l'équivalent de 25% de la consommation électrique des Pays de la Loire. Enfin, la centrale électrique à cycle combiné de Montoir permet de fournir de l'électricité à environ 45000 foyers.

■ L'énergie dans le monde

En 2007, les 6.6 milliards habitants de la planète consommaient 8.3 milliards de tonnes d'équivalent pétrole (8.3Gtep) en « énergie finale ». L'énergie finale est celle qui est consommée chez l'utilisateur. Ce qui frappe le plus dans les statistiques, c'est la répartition très inégale des consommations énergétiques. Les pays de l'OCDE (les plus riches) consomment en moyenne 3.09 TEP (tonne équivalent pétrole) par habitant et par an, le reste du monde 0.83. Pour la consommation d'électricité, l'écart est encore plus grand : 8500 kWh/hab/an pour les pays de l'OCDE, 1570 pour le reste du monde. 1.6 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'électricité.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Ils ont résisté !

Les salariés de Quo Vadis à Carquefou ont repris le travail la tête haute. A l'issue de leur grève, ils ont obtenu un accord sur la prime et les jours d'ancienneté, la majoration des heures de nuit, les indemnités de départ à la retraite et les moyens accordés au CE. D'autres points portant sur prévoyance, mutuelle et grille salariale, doivent être discutés les 16 et 21 novembre.

Les milices de Guéant

Claude Guéant en visite le 31 octobre à Saint-Ouen a indiqué vouloir nettoyer la ville des trafics (...) et annoncé l'élargissement de la réserve de la police (anciens policiers et jeunes retraités) à tous les citoyens lambda qui veulent participer à la sécurité de leur quartier. Ils seraient formés et rémunérés pour mener des « actions de sécurité ». Cela signe l'abandon des quartiers par le service public national, et institutionnalise un système de milice. A quand la prime à la délation et les armes en vente libre ?

Explosion du gaz ?

Selon une étude d'A.T. Kearney publiée début novembre, son prix devrait augmenter de 30 à 40% d'ici à 2014. L'impact de la hausse des prix du gaz sur le marché aurait un impact essentiellement sur les grands clients et l'industrie. Les consommateurs résidentiels ne ressentiront que faiblement la hausse des prix des trois prochaines années puisque 88% du marché dépend encore des prix régulés. Pour les entreprises, cela aura un impact variable puisqu'une entreprise sur deux a choisi de quitter le marché régulé. En revanche, l'impact sera potentiellement très fort sur les acteurs de l'industrie lourde, très grands consommateurs de gaz et dont la quasi totalité a fait le choix de quitter le système régulé. Donc, « l'offre concurrentielle », c'est bien une arnaque !

Merci François !

Ils sont nombreux à être sacrifiés sur l'autel de la rigueur. Parmi eux les salariés nés entre 1952 et 1955 ont été ravis de constater qu'une attention particulière leur était réservée : +1 à 4 mois de boulot supplémentaire avant d'accéder à la retraite. Ainsi, depuis le passage en force de décembre 2010, la règle du jeu a déjà bougé 2 fois ! On connaissait les concepts de coup d'état permanent, et de révolution permanente. La droite française innove avec la réforme permanente, et cela sans même en avertir le principal organisme concerné : la CNAV. Son nouveau président, Gérard Rivière, a déploré "la méthode brutale et cavalière" du gouvernement sans qu'il ait été "ni consulté, ni informé" en amont.

"Ils n'ont sans doute pas mon numéro de téléphone portable", a-t-il ironisé.

Soutenons France Soir

... Enfin, ses salariés ! Des menaces pèsent en effet sur l'avenir du titre. Son propriétaire qui compte parmi les proches de Nicolas Sarkozy, persiste à vouloir supprimer la version papier du journal pour la remplacer par une version électronique, avec, à la clef, le licenciement de plus des deux tiers des effectifs de la rédaction auquel s'ajoutera la suppression de dizaines d'emplois tout au long de la chaîne d'impression et de diffusion. Pour témoigner de votre soutien : <http://www.petitionenligne.fr/petition/francesoir-a-un-avenir/1785>

27 %

C'est, la croissance du pouvoir d'achat, entre 1990 et 2008, des 10 % les plus riches !

Défendons la Sécu !

Le fameux « trou » de la sécu est sciemment créé et organisé. Le gouvernement refuse de modifier la base des cotisations sociales, alors que la part des salaires dans la richesse produite a fortement diminué en 20 ans au profit des revenus financiers. Ceux-ci échappent aux cotisations ou sont faiblement taxés. Une augmentation de 1 % de la masse salariale rapporterait **2 milliards** dans les caisses de la Sécu. Une taxation des **revenus financiers** aux taux actuels de la contribution patronale représenterait **40 milliards** pour la maladie, **25** pour la retraite et **16** pour la famille. **30 milliards** en 2009 de dégrèvements de cotisations sociales sont offerts aux entreprises sans en vérifier l'opportunité au regard de l'aide à l'emploi. La politique du médicament est peu transparente et comporte des anomalies coûteuses, plaçant la dépense française bien au dessus de celle de ses voisins européens. Les intérêts de la dette sociale coûtent 4 milliards par an. En fait, ce déficit organisé est prétexte à une privatisation rampante de la Sécurité Sociale qui augmente fortement les dépenses de santé, le plus souvent au bénéfice des fonds de pension et des assurances. Les franchises, dépassements d'honoraires, forfaits hospitaliers encouragent le recours à des assurances complémentaires privées. Aujourd'hui, près d'une personne sur trois déclare avoir dû différer ou renoncer à des soins ! La fermeture d'hôpitaux de proximité, les transformations du système hospitalier liées à la loi Bachelot diminuent l'accès et l'offre de soins couverts par l'assurance maladie. La casse de la Sécu est un choix politique. Aussi, pour une Santé égalitaire et solidaire, la couverture intégrale des soins par l'assurance maladie, un financement solidaire de la Sécurité Sociale, la prise en charge de la perte d'autonomie dans le cadre de la Sécurité Sociale avec la garantie d'un droit universel assuré à 100 % et la gestion démocratique des besoins de la population associant usagers, professionnels et élus : Rendez-vous le samedi **26 Novembre 14 h 30 à l'Hôtel Dieu de Nantes (CHU)** - A l'appel de :



AC, Alternatifs, SCAN-HOSTO (Ancenis), ATTAC, CGT, CSF, LDH, Ni Pauvres Ni Soumis, NPA, Planning Familial, MFPP, PCF, SMG, Gauche Unitaire, Solidaires, SUD santé.

Non au travail gratuit

Plusieurs syndicats avaient pris les devants avant que le nouveau plan de rigueur gouvernemental ne tombe lundi 7 novembre sur les travailleurs. **Non à une deuxième journée de travail gratuit**, ont dit dimanche 6 novembre la CGT, FO et la CFTC. "Les salariés ne sont en rien responsables de cette crise et ne doivent pas en payer le prix", affirme Bernard THIBAUT pour la CGT. "Une journée de solidarité, une journée de la dette... On aura peut-être d'autres jours si on laisse ce principe du travail gratuit s'installer. Dans certains pays, on baisse les salaires, nous on généraliserait le travail gratuit, ce qui est particulièrement scandaleux." Jean-Claude MAILLY pour FO avait lui-aussi jugé "inacceptable" une telle mesure, dénonçant le manque de concertation du gouvernement. "Une journée de travail gratuit pour servir le

plan d'austérité, serait particulièrement inacceptable. Ce serait un signe que pour sortir de la crise, il faut faire payer l'austérité aux salariés. C'est tout le contraire qu'il faut faire." Joseph THOUVENEL (CFTC) réaffirme lui ce principe fondamental : "Tout travail mérite salaire", estimant que l'effort "doit être partagé" et qu'une éventuelle nouvelle journée de solidarité devrait toucher "toutes les professions non concernées" par la première. "Qu'on prenne une journée de revenu aux professions libérales, aux artisans, aux commerçants, aux rentiers". Et la CFDT souligne dans un communiqué du 7/11, que le plan de rigueur "fait l'impression sur toute mesure de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi. Ce plan a été une nouvelle fois élaboré sans aucune concertation avec les organisations syndicales"



Les pompiers sont en lutte

Dans un communiqué, l'intersyndicale CGT, CFDT, Sud et Autonomes se félicite d'un 3 novembre exemplaire dans la mobilisation. Après 7500 signatures de la pétition initiée par l'intersyndicale, les délégations devant les préfetures le 17 octobre dernier, c'est près de 10 000 sapeurs-pompiers professionnels qui ont manifesté à Paris entre République et Denfert-Rochereau, auxquels il convient de rajouter les grévistes et toutes celles et ceux qui ont été contraints d'assurer leur mission de service public. C'est donc **plus d'un tiers de la profession** qui s'est mobilisé en seulement un mois pour contester un protocole destiné, selon ses signataires, « à rendre la filière plus

cohérente et plus attractive ». CGT- FA- CFDT et SUD se sont opposés au protocole d'accord signé entre le ministre de l'intérieur, quatre organisations syndicales minoritaires et la FNSPF. En effet, les conséquences de ce protocole signé en sous sol et en catimini sont une véritable régression sociale. Il introduit le recrutement sans concours et un allongement de carrière en catégorie C. Compte tenu de l'état des finances des conseils généraux, cette réforme réduira de façon conséquente le nombre de sous officiers et 90% des effectifs de la catégorie C resteront à l'indice 479. Pour la catégorie B, les lieutenants actuels qui ont été recrutés à BAC+3 resteront en B alors que les futurs



recrutés à BAC+3 seront en catégorie A. Cette réforme est un véritable recul social de plus de 30 ans, des conditions de déroulement de carrière défavorables que les pompiers avaient réussi à extraire de leur statut sont remises en place au détriment d'un déroule-

ment de carrière linéaire. Le Ministère de l'intérieur restant sourd aux revendications, l'intersyndicale appelle à amplifier le mouvement avec un nouveau préavis de grève, et des rassemblements régionaux le 17 novembre 2011, en direction des préfets.

Evènements, culture, idées.

Démondialisation : ne fuyons pas le débat, nous avons tout à y gagner

par Michel Rogalski

L'ampleur du tir de barrage opposé au terme de démondialisation donne la juste mesure de son côté insupportable pour tous ceux qui avaient vanté depuis des décennies la mondialisation heureuse, alors même que les faits accumulaient jour après jour les symptômes de son échec. Pourtant, quelques questions centrales émergent avec force de ce débat dont on voudrait étouffer la richesse.

On nous explique qu'il faudrait être patient et que nos maux proviendraient de la situation d'entre-deux dans laquelle nous serions entrés. L'État-nation est blessé, mais il bouge encore, alors que l'économie mondiale ne serait pas encore installée et peinerait à se doter d'une gouvernance globale (ou européenne). Ainsi, nous cumulerions les défauts de l'érosion des frontières sans être encore en mesure de bénéficier des avantages de leur dépassement. Cette « transition », qui se déroule depuis une trentaine d'années, n'a pour l'instant accouché que de la crise et se trouve de moins en moins en mesure de prouver que l'expansion du néolibéralisme à l'échelle du monde serait salvatrice. L'attente d'un gouvernement mondial pour résoudre les problèmes engendrés par sa recherche risque fort de s'enliser dans le sable. Elle est évidemment insupportable pour les peuples. Se sortir de cette ornière en proposant une véritable issue, c'est, pour tout pays, nécessairement entrer dans un pro-

cessus de démondialisation. Refuser celui-ci ou sous-estimer sa portée conflictuelle reviendrait à subordonner tout changement en France à d'éventuelles et bien improbables évolutions européennes ou mondiales. Réductrice d'incertitude, l'Europe a toujours servi de gangue gluante pour réduire l'amplitude de l'oscillation du balancier de l'alternance et jouer ainsi le rôle de Sainte Alliance, remplaçant le Mur d'argent des années 1920. Ce constat conduit à poser la question incontournable de l'exercice de la souveraineté, c'est-à-dire de la nécessaire superposition entre le périmètre où se joue la démocratie et celui de la maîtrise de la régulation des flux économiques et financiers. **Le cadre national s'impose.** Pourquoi la « relocalisation » sur la région serait à la limite acceptable, l'Europe fédérale souhaitée et la souveraineté nationale vilipendée ? Pourquoi cette haine de l'État-nation qu'il faudrait prendre en tenaille par le bas et par le haut ? Les gauches latino-américaines ont montré que le cadre national pouvait permettre des avancées sociales substantielles, faire tache d'huile et rendre possible des coopérations. La soumission à une rationalité dite supérieure parce que mondiale crée ce que nos élites appellent la « contrainte extérieure ». Celle-ci n'est que le retour de ce qui a été voulu et recherché. La mondialisation qui nous retombe sur la tête, c'est

celle que l'on a envoyée en l'air à coups de dérégulations, de libre-échange forcené, de privatisations, de délocalisations, de circulation incontrôlée de capitaux et de marchandises, de financiarisation, d'endettement de peuples et d'États. Elle se heurte aux acquis sociaux historiquement constitués qui deviennent ainsi pour nos mondialisateurs des « contraintes internes » qui freinent leurs objectifs et dont ils doivent se



débarrasser pour obtempérer aux ordres des marchés. La compétition internationale devient l'arme de l'antisocial et dévaste les territoires. Le mérite du débat sur la démondialisation est de bien montrer l'affrontement des logiques des deux contraintes, l'une fabriquée pour mieux combattre l'autre et d'identifier les gagnants (les facteurs mobiles : capital et finance, grandes firmes, mafias) et les perdants (les facteurs fixes : peuples et territoires). Les conséquences sur les politiques économiques à adopter reviennent au cœur du débat. La demande de protection qui monte concerne prioritairement l'ensemble des acquis

sociaux engrangés pendant les Trente Glorieuses, annexion ceux du capital national malmené par la concurrence sauvage. Cette période a connu les protections tarifaires, quelques contrôles de change, nombre de dévaluations qui n'ont pas signifié pour autant repli national, fermeture ou adoption d'un modèle nord-coréen. Croissance, élévation du niveau de vie, plein-emploi ont bien été au cœur de ce qu'on voudrait nous faire regarder aujourd'hui comme une horreur « national-protectionniste ». La crise actuelle appelle au retour de l'État comme acteur économique majeur. Il n'y a pas de protection possible sans qu'un rôle accru lui soit confié, aussi bien en termes de périmètre d'action que dans la nature de ses interventions.

On alléguera qu'il existe une forme de mondialisation désirable, celle des échanges culturels, du tourisme, de la connaissance et des savoirs, de la coopération entre les peuples, de tout ce qui fait la densité de la vie internationale ou d'un espace public en construction à ce niveau. Mais ne la mélangeons pas avec celle qui fait l'objet du débat d'aujourd'hui, à savoir **le nécessaire blocage de l'expansion du néolibéralisme à l'espace mondial.** Ne fuyons pas ce débat dont nous avons tout à gagner.

* Michel Rogalski, économiste EHESS-CNRS, directeur de la revue **Recherches internationales**

LIRE

La nouvelle école capitaliste

Ce qui ressemble aujourd'hui à un sabotage de l'école – suppressions de classes, réduction des effectifs enseignants et appauvrissement de la condition enseignante – ne suffit pas à caractériser la mutation historique de l'école.



Celle-ci ne joue plus seulement une fonction dans le capitalisme, comme l'ont montré les analyses critiques des années 1970 : elle se plie de l'intérieur à la norme sociale du capitalisme. L'"employabilité" est le principe et l'objectif de la normalisation de l'école, de son organisation et de sa pédagogie. **L'école devient peu à peu un système hiérarchisé d'entreprises productrices de "capital humain", au service de l'"économie de la connaissance".**

Elle cherche moins à transmettre une culture et des savoirs qui valent pour eux-mêmes qu'elle ne tente de fabriquer des individus aptes à s'incorporer dans la machine économique. Les effets inégalitaires de la concurrence, la mutilation culturelle introduite par la logique des "compétences" ou la prolétarianisation croissante du monde enseignant révèlent la perte d'autonomie de l'école par rapport au nouveau capitalisme et aux luttes des classes sociales autour de l'enjeu scolaire. Dans ce livre de combat et de théorie, les auteurs renouvellent la sociologie critique de l'éducation en inscrivant les mutations de l'institution scolaire et universitaire dans celles du capitalisme contemporain. Ils entendent ainsi donner à tous ceux qui se sentent concernés par cette problématique éminemment politique les outils d'analyse pour construire une alternative convaincante et résolue.

C. Laval, F. Vergne, P. Clément, G. Dreux, **La nouvelle école capitaliste**, Ed. La Découverte, 2011, 240 p., 19,50 €

VOIR...

Semaine de la solidarité internationale

La maison des citoyens du monde à Nantes s'inscrit dans l'édition 2011 de la solidarité internationale et présente à cette occasion une série de manifestations sur la thématique : « réinventer la démocratie ici et là-bas ». Expositions, soirées-débat autour de projections de documentaires, pièces de théâtre vont ponctuer sur ce thème le mois de novembre 2011 dans l'agglomération nantaise mais aussi dans tout le département – Campbon, Couëron, St Philbert de Grand lieu, St Nazaire, Thouaré etc... A cette occasion seront abordés des sujets comme les droits de l'enfant dans le monde, les populations migrantes, les coopérations menées par les collectivités, la démocratie en Amérique latine etc...



Maison des citoyens du monde – 8 rue Lekain 44000 Nantes – www.mcm44.org

MÉDIAS

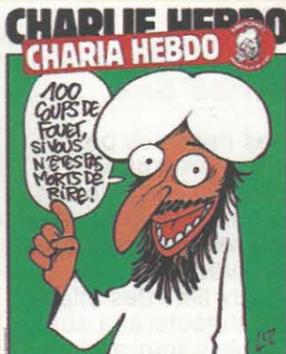
Charia Hebdo

Six ans après la publication de caricatures du Prophète Mahomet par un journal danois et la tempête qu'elle avait provoquée dans les communautés musulmanes du monde entier, un incendie d'origine criminelle a partiellement détruit, dans la nuit du 2 novembre dernier, les locaux de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo. Son site Internet a été également la cible d'attaques informatiques. Sous le titre "Charia Hebdo" sa couverture stigmatisait la montée des islamistes en Libye et en Tunisie.

"Mahomet", supposé "rédacteur en chef", s'y exclamait : "Cent coups de fouet si vous n'êtes pas morts de rire". Cette Une a suscité des réactions hostiles, voire menaçantes, sur Facebook. Certes Charlie Hebdo a-t-il choisi d'ignorer la règle de l'islam qui interdit la représentation du Prophète Mahomet. Mais il ne s'agit pas là d'une loi opposable dans un pays laïc comme la France. Par contre, il y existe une règle de droit qui défend la liberté de la presse.

Quelque que soit l'appréciation que l'on porte sur Charlie Hebdo, sur l'esthétique de ses caricatures et la finesse de

son style, l'hebdomadaire revendique crânement



ment son penchant satirique. Rien ne saurait donc justifier, ni l'incendie des locaux d'un journal, ni les attaques contre le site Internet, en tant qu'expressions d'un désaccord sur son contenu. Si la loi prévoit certaines limitations à la

liberté de la presse, les tribunaux sont cependant chargés de la faire respecter. **Ces attaques inacceptables contre Charlie Hebdo ne sont pas plus admissibles que les interventions de groupes de fondamentalistes chrétiens** qui ont empêché, plusieurs fois depuis le 20 octobre, la représentation de la pièce "Sur le concept du visage du fils de Dieu".

Les libertés d'expression et de création artistique sont des valeurs clés de la démocratie. Rappelons-le à ceux qui, sous prétexte de lutter contre l'islamophobie ou la christianophobie, préconisent, en fait, l'intolérance.

près de vous

Redonner du souffle au financement des transports publics !

Les parlementaires communistes, républicains, citoyens et les élus de l'Anecr ont présenté le 27 octobre au Sénat, lors d'une conférence de presse, des propositions concrètes pour assurer le financement des infrastructures ferroviaires et pour permettre aux Régions d'assumer leurs compétences en matière de transports collectifs. Elles consistent tout d'abord, par la mise en œuvre dès 2012, d'un Versement Transport Régional (VTR), permettant aux Régions de province de disposer d'une ressource propre. Annoncé également lors de cette conférence de presse, une proposition de loi des sénateurs CRC relative à « la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports (AFITF) ». Pour rappel, le réseau autoroutier en France est depuis 2005 largement concédé. Marie-France Beauvils (sénatrice, maire de Saint-Pierre-des-Corps) tient à préciser que la vente des parts de l'Etat n'a que peu servi au financement de l'AFITF puisque l'essentiel du produit de la vente a été utilisé en vue du désendettement de l'Etat et non au financement des infrastructures de transports. Enfin, dernière proposition de loi portée par les députés communistes : la création d'un nouveau livret d'épargne défiscalisé, sur le modèle du Livret A.

La Presse écrite en danger !

La députée PCF Marie-George Buffet a annoncé lundi avoir écrit au Premier ministre sur "la situation très préoccupante" du quotidien "France Soir", lui demandant "d'agir pour défendre le pluralisme de la presse". Elle précise dans un communiqué avoir saisi "François Fillon de la situation très préoccupante dans laquelle se trouve le quotidien France Soir", car "les menaces continuent de peser sur l'avenir du titre".

Mme Buffet demande à François Fillon "d'agir pour défendre le pluralisme de la presse en intervenant avec volontarisme auprès de la direction" du quotidien afin de permettre un déblocage et le succès d'une reprise du titre.

Le propriétaire du titre "qui compte parmi les proches de Nicolas Sarkozy, persiste à vouloir supprimer la version papier du journal pour la remplacer par une version électronique, avec, à la clef, le licenciement de plus des deux tiers des effectifs de la rédaction auquel s'ajoutera la suppression de dizaines d'emplois tout au long de la chaîne d'impression et de diffusion", proteste la députée.

Droit de vote des étrangers

Selon un sondage de Harris Interactive 59 % des français sont favorables au droit de vote « des étrangers résidant en France aux élections locales et européennes ».

L'invité

Sortir du dictat des marchés financiers

Face à la crise, les gouvernements européens appliquent partout les mêmes recettes. Pourtant loin de s'atténuer, la crise ne cesse de s'aggraver et les citoyens français payent chaque jour une contribution de plus en plus importante en lieu et place des principaux responsables : les magnats de la finance.

Les dirigeants européens, Sarkozy en premier lieu, font la leçon aux peuples et aux collectivités locales. D'un côté, les peuples jouiraient de trop de social et les collectivités locales seraient archi dépendantes, le tout conduirait notre pays au marasme de l'endettement. Bien entendu, rien sur les milliards de cadeaux fiscaux et autres exonérations accordées par la droite aux plus riches et à ceux la même qui nous étranglent aujourd'hui.

La manière dont les gouvernements font face, en ce moment même, par l'austérité, à la crise agit de manière indécente contre les services publics, et contre l'ensemble des citoyens. Leur crédo, le soutien au système financier et en contrepartie une austérité décapante, pour les salariés, les retraités, les dépenses sociales et publiques.

Là où l'on nous rabat les oreilles avec la dette il faut rappeler que les comptes des collectivités locales sont équilibrés et que celles-ci assurent plus de 70% de l'investissement public. Pourtant, avec les mesures du gouvernement, les contributions de l'Etat aux collectivités vont encore diminuées avec une ponction de 200 M€ alors qu'un nouveau train de mesures drastiques de 27 M€ arrive d'ici fin novembre pour rassurer les marchés.

En tuant l'activité au cœur des territoires, en livrant les clefs du pouvoir aux marchés financiers, en privant les peuples européens d'une expression démocratique on nous envoie à la catastrophe.

Au contraire, dans son programme l'humain d'abord, le parti communiste et le front de gauche proposent d'engager une nouvelle politique capable de sortir de la crise et de faire reculer les marchés financiers. Une politique qui nous permettrait de lutter contre la spéculation, de relancer l'activité sociale et économique en faveur de l'emploi, des salaires et des services publics. C'est cela dont nous avons besoins si nous voulons sortir du dictat des marchés financiers.



Valérie Villemaine
Adjointe au Maire de
Bouguenais

L'activité

CARENE

Circulation : urgence pour Trignac et Montoir !

Depuis maintenant plusieurs années les communes de Trignac et Montoir travaillent avec l'Etat et le département pour retrouver une circulation fluide et apaisée dans le centre de Trignac, dans la zone altitude et dans le quartier de Bellevue et Gron à Montoir. En effet, la situation déjà intenable pour de nombreux riverains confrontés au flot ininterrompu des véhicules risque d'empirer avec l'augmentation de l'activité sur le site d'Airbus ou l'agrandissement de la zone industrielle de Cadréan par exemple. Cette question est au cœur des préoccupations des élus communistes de ces municipalités et des Maires de Trignac et Montoir. Quand la zone altitude a été aménagée, pourtant, les services de l'état s'étaient engagés à ce qu'elle soit désenclavée. C'est ainsi qu'en 2006 les pouvoirs publics donnaient enfin leur accord pour la réalisation du rond point « des forges » dont la réalisation a été repoussée encore une fois à plus tard. Cet exemple illustre avec vigueur le désengagement de l'Etat et les promesses non tenues alors même que nombre d'entreprises s'étaient installées dans cette zone parce qu'elles avaient eu l'assurance de la construction d'un échangeur. Les élus communistes réclament ainsi vigoureusement une reprise des études et le déblocage des crédits pour faire cesser cette situation et permettre aux habitants, aux salariés, et à l'ensemble des acteurs économiques de pouvoir vivre et se développer dans de bonnes conditions.

Couëron

Dignité et respect pour les populations Roms.

Suite à l'éclatement du camp de Roms d'Indre en Juin, huit familles se sont retrouvées à Couëron, sur un terrain privé, dans un grand dénuement. Le groupe communiste de Couëron, emmené par Michel LUCAS, a obtenu en partenariat avec les autres groupes politiques de la municipalité la constitution d'un groupe de travail afin d'améliorer les conditions de vie de ces citoyens européens, ayant quitté un pays aux campagnes dévastées depuis de nombreuses années et où la crise économique ne fait que s'accroître. En coopération avec les associations « Une famille, un toit » et « Fraternité Couëronnaise », la ville de Couëron s'est engagée sur l'organisation de l'hébergement temporaire dans des conditions décentes et à la contribution à l'intégration des familles sur la commune. Ainsi, sous réserve de validation finale ; avec la gestion d'« Une famille, un toit », c'est l'eau et les équipements sanitaires qui arriveront sur un site dédié et la mise en place d'un accompagnement dans les domaines des droits sociaux, de la scolarisation des enfants, de l'accès à l'emploi et au logement et de l'apprentissage du français.

Rezé

Craintes du personnel et des élus communistes.

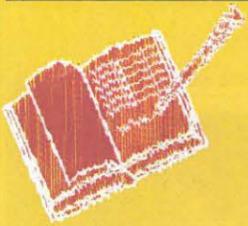
Voici une nouveauté au goût amer au sein de la ville de Rezé, la mise en place des entretiens professionnels remplaçant les habituels entretiens d'évaluation pour les employés municipaux.



C'est ainsi que Julien Chaillou, conseiller municipal communiste de Rezé dénonce cette mesure dangereuse « Cette évolution facultative n'est pas souhaitable car il existe d'autres voies pour l'efficacité du service public que la transposition du management du secteur privé. Ce que cette nouvelle disposition d'évaluation met en cause c'est une conception du service public, lui imposant des règles entrant dans le champ de l'idéologie libérale ». Autre crainte du groupe communiste, que cet entretien professionnel préfigure la destructrice « Prime de Fonction et de Résultats » que la droite espère voir étendue à toute la Fonction Publique Territoriale. Relayant ainsi les craintes des personnels, les élus pointent du doigt cette volonté de rémunération à la performance, vieille lune de la droite, prétexte pour saper le statut de la fonction publique territoriale.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Vétérans

Mardi 22 novembre : Assemblée générale de vétérans à 10H30 à la Génestrie au Gâvre.

Basse Loire

Mardi 22 novembre : 16ème forum citoyen « Est-ce à nous de payer leur crise ? » à 18H30 au café « Le Bistrot » à Savenay.

Collectif départemental de campagne du Front de gauche

Mercredi 23 novembre : Réunion du collectif départemental de campagne du Front de gauche à 19H30.

St Nazaire

Mercredi 30 novembre : Assemblée citoyenne sur le programme « l'humain d'abord » et sur sa popularisation à 20H00 à l'Agora 1901.

Huma Café

Vendredi 2 Décembre : "Jaurès, une actualité dynamique pour la Gauche" avec Charles Silvestre, 18h au Salon de Musique.

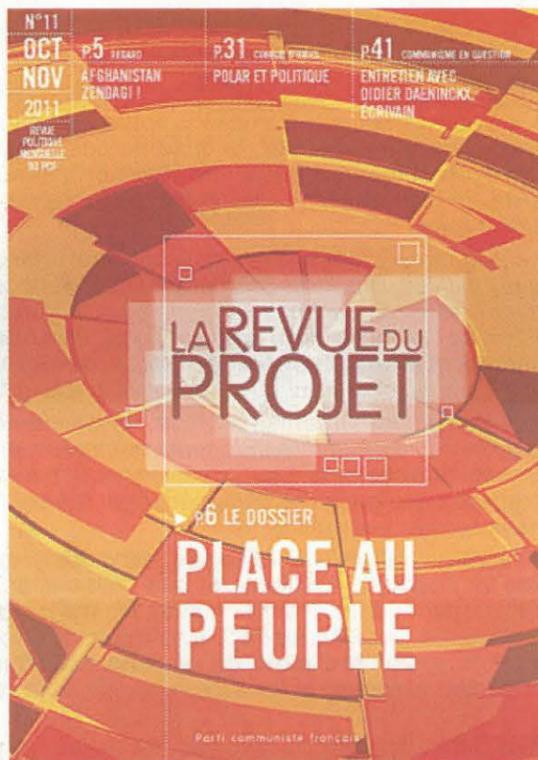
La revue du projet : Place au peuple

Le numéro du mois d'octobre et novembre de la revue du projet est consacré à la place du peuple. **Démocratie, pouvoirs, institutions, citoyenneté** sont les grands enjeux d'un nouvel édifice républicain qui donnera plus de droits et de pouvoirs aux individus dans la cité alors comment les mettre en place ?

La crise grecque et les différents rebondissements qui ont suivi l'annonce d'un référendum sur le plan d'austérité imposé au peuple hellénique sont la démonstration de la **domination des marchés financiers et autres agences de notation sur les souverainetés populaires**. Cela pose bien des interrogations...

démocratiques évidemment. Ce numéro de la revue du projet entend contribuer, par le biais d'articles rédigés par de nombreuses personnalités, à remettre sur la place publique la question de la Démocratie, le pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple. La constitution de la 5ème République donne des pouvoirs considérables au Président de la République, il est de plus le chef de l'exécutif et du parti majoritaire qui plus est quand ce monarque républicain est étroitement lié aux milieux d'affaires, au forces de l'argent, à l'oligarchie économique et financière. Cet état de fait est la réalité de notre république d'aujourd'hui qui appelle à un **nouvel essor démocratique pour rétablir la souveraineté des peuples, leur réconciliation et leur implication dans la vie politique**. Il ne s'agit pas de réorganiser les pouvoirs pour les redonner aux mêmes mais bien de donner plus de droits et de pouvoirs aux citoyen(ne)s aussi bien dans les lieux de vie que dans les lieux de travail. **Des droits et des pouvoirs pour que les populations décident de l'avenir de leur société, de leurs territoires et interviennent dans les décisions et les choix de gestion dans les entreprises**. C'est la conception communiste de la démocratie réellement participative, c'est l'une des conditions de la transformation révolutionnaire de la société. **Une nouvelle République** est donc nécessaire, une République qui garantira dans sa constitution les libertés individuelles, collectives et les droits sociaux. Les pouvoirs seront réellement séparés : l'exécutif sera contrôlé par le parlement, la justice sera réellement indépendante du pouvoir politique, le pouvoir législatif élu à la proportionnelle primera sur le pouvoir exécutif... Ce numéro de la revue du projet donne des analyses et des pistes de travail pour mieux comprendre le fonctionnement de la démocratie et ses institutions, françaises et européennes, les droits et les rôles des citoyens, les liens entre crise sociale et crise démocratique... A la veille d'échéances politiques importantes, ce document est utile aux batailles et campagnes politiques engagées.

Vous pourrez retrouver tout le contenu de ce dossier sur le site internet du PCF : www.pcf.fr et l'obtenir en format papier auprès d'un responsable du PCF ou à la fédération (02 40 35 03 00).

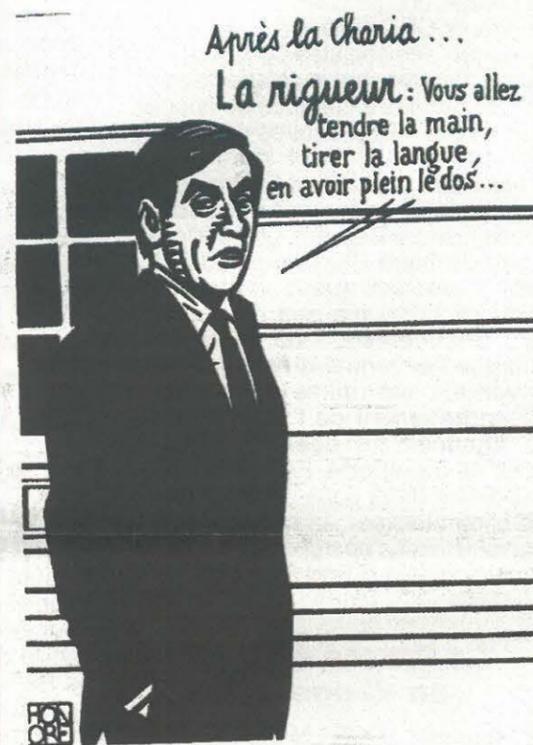


« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille Pernot
André Maurice



Vite lu...



Nécrologie

Nous avons appris le décès de Daniel GUYON, militant communiste de la section de Châteaubriant et militant syndical de la CGT. L'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique et la fédération du PCF présentent à Danielle, son épouse, à ses enfants et à ses proches ses plus sincères condoléances.



Droit au logement pour tous !

Par Marc Berland

Le logement est le premier des besoins fondamentaux, c'est la première pierre de l'accès à l'autonomie. Or aujourd'hui, l'écrasante

sante majorité des étudiants n'a d'autre choix que celui de se tourner vers un marché privé trop souvent synonyme de mauvaise qualité et de loyers de plus en plus élevés. La spéculation est la norme (+60% d'aug-

« Tout étudiant doit avoir accès à un logement de qualité adapté à ses besoins »

mentation des loyers pour les étudiants en 10ans !), de même que la dictature des agences-parasites. A côté, les logements sociaux du CROUS sont soit laissés au déperissement, soit dans une dynamique d'alignement sur le privé.

Nous refusons cet état de fait. Pour nous, tout étudiant doit avoir accès à un logement de qualité

adapté à ses besoins. Pour nous, rendre ce droit réel passe par la

Nationalisation du Logement Etudiant, c'est-à-dire le passage de la jungle du marché à l'organisation démocratique de la propriété collective, dans un Service Public des CROUS modernisé. Concrètement, cette mesure se décline sur 5 axes : la nationalisation des résidences étudiantes privées, nationalisation des appartements spéculatifs réservés aux étudiants, fin des Partenariats Public-Privé et transfère intégral de propriété des cité-u du CROUS à celui-ci, rénovation du parc



CROUS et plan de construction massif et diversifié, contrôle démocratique des loyers, par des Conseils d'Administration à parité entre étudiants et salariés du CROUS. Depuis le mois d'avril dernier l'UEC a dans ce sens lancé sa campagne, avec 10 000 affiches et 100 000 tracts couleur. Sous le mot d'ordre « ni

précarité, ni charité, des logements pour étudier !! », nous avons recueilli pas moins de 10 000 signatures dans les Universités et à la Fête de l'Humanité ; auprès des étudiants mais aussi des élus locaux et nationaux, d'artistes, de parents, de salariés ...

Assez de profit créé sur notre dos ! Voilà ce qu'affirment tous ceux qui ont signé notre pétition.